

Quel service public de recherche agronomique ? & Pour quels objectifs ? *L'actualité interpelle la direction de l'INRA !*

Une commission scientifique internationale pose la question à l'INRA

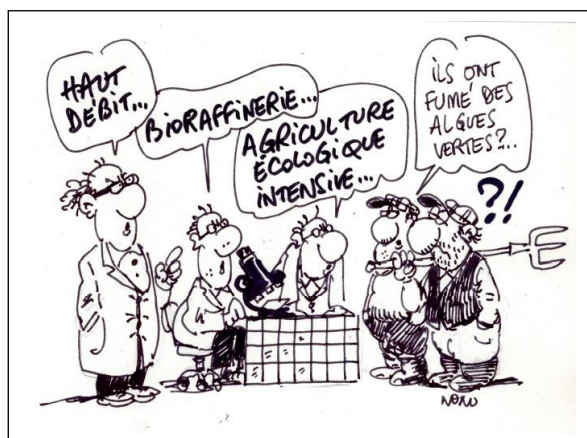
Le récent rapport d'évaluation du département de recherche Environnement Agronomie (EA) donne une nouvelle occasion de nous exprimer sur une question qui nous est chère : quel service public de recherche agronomique et pour quels objectifs ? Cette fois l'interrogation n'est pas posée par SUD Recherche mais par la commission scientifique internationale constituée de huit personnes qui vient d'évaluer le département EA. Le rapport, présenté au conseil scientifique de l'INRA le 13 novembre, soulève plusieurs questions dont la portée dépasse le cadre du département évalué pour s'adresser à l'ensemble de notre Institut.

C'est ainsi que la commission recommande une stratégie de recherche davantage déterminée par des hypothèses et des objectifs que par les développements technologiques (p. 21 du rapport). Elle recommande à l'INRA de s'assurer que ses objectifs scientifiques sont en adéquation avec les attentes sociétales (p. 21). La commission se demande aussi dans quelle mesure les nombreux modèles développés ne sont pas uniquement des objets d'étude en eux-mêmes plutôt que des outils pour atteindre des finalités (p. 19). Elle insiste sur la nécessité d'avoir, en complément des recherches déductives, un lien fort avec les acteurs et la société afin de poser de manière large les questions agronomiques (p. 4). Enfin, elle argumente pour définir des cadres de raisonnement qui permettent de dépasser l'étude des variations à la marge des systèmes existants afin d'étudier des systèmes agroécologiques plus complexes et novateurs (p. 19).

Cette analyse de la commission d'évaluation du département EA rejoint notre interpellation maintes fois renouvelée pour une science qui soit plus en phase avec les attentes de la société et qui se saisisse véritablement de ces attentes. Comme le rappelle la commission d'évaluation (p. 20), une telle réorientation ne sera possible qu'en changeant le système de valorisation des productions scientifiques. Ceci pour valoriser des recherches conduisant à des innovations au service de l'intérêt général alors qu'aujourd'hui c'est surtout « l'excellence scientifique » (mesurée par les publications dans les revues dites de « top niveau ») qui est récompensée.

Concernant les modèles d'agriculture sur lesquels l'INRA travaille, la commission d'évaluation n'a pas compris la vision de l'agroécologie que propose l'INRA (p. 7). Elle se demande si cette vision s'inscrit dans les larges mouvements agroécologiques initiés à travers le monde, notamment en Amérique latine. Nous avons pour notre part déploré la vision technologique de notre direction sur l'agroécologie et son parti pris de ne pas tenir compte de sa dimension sociale et participative [LIEN : <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1600>]. Il semble donc que nos inquiétudes sont partagées et nous espérons que ce double constat finira par interpeller notre direction. La commission recommande également de développer et mettre en valeur des recherches spécifiques à l'agriculture biologique (AB). Elle contredit l'argument employé par la direction de l'INRA, selon lequel il n'est pas besoin d'avoir des recherches spécifiquement dédiées à l'AB pour la faire progresser (p. 4).

La présentation de l'AB par la commission dans un continuum avec les autres modèles agroécologiques - visant à augmenter les régulations biologiques et à réduire la dépendance aux intrants chimiques - rejoint la vision que nous défendons. Nous affirmons en effet que les recherches en AB feront progresser l'ensemble de l'agriculture vers des formes plus respectueuses de l'environnement. Par ailleurs, suite au rapport



d'expertise à charge produit par l'INRA sur l'AB [LIEN : <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1806>], nous avons déjà souligné l'indigence des moyens mis en œuvre pour l'AB au sein de notre Institut, se traduisant par le fait que l'AB représente moins de 0,5% des publications de l'INRA [LIEN : <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1962>]. Malheureusement, ce ne sont pas les faibles moyens du programme Agribio4 (600 000 euros sur trois ans sans aucun poste) qui permettront de faire évoluer ce constat, de même que l'absence d'un plan de programmation dédié à l'agroécologie traduit le manque d'ambition de la direction de l'INRA sur cet enjeu majeur de transformation de l'agriculture.

Concernant l'organisation de la recherche, la commission souligne également les difficultés du département EA, mais il en est de même pour tous les départements, à concilier ses objectifs à ceux des métaprogrammes (page 21). De plus, elle s'interroge sur la complexité supplémentaire que ces métaprogrammes ajoutent dans le processus d'obtention des fonds par les Unités de recherche, suggérant même que cette complexité pourrait dépasser les bénéfices qu'ils apportent (p. 13).

Enfin il serait bienvenu que les 23 pages du rapport d'évaluation du département EA soient traduites en français car toutes ces réflexions ont une vocation générique. Elles concernent l'ensemble du personnel du département EA et plus largement l'ensemble de l'INRA.

- Vers où veut aller la recherche agronomique publique ?
- Explore-t-elle toutes les voies d'avenir de la production agricole, notamment les systèmes alternatifs qui semblent aujourd'hui délaissés ?
- Associe-t-elle les acteurs aux réflexions, en lien avec les sciences humaines et sociales ?

C'est le collectif INRA qui est interpellé de manière salutaire et stimulante. Nous attendons la réponse de notre direction à toutes ces questions de fond et d'organisation soulevées par la commission. Elles devraient la conduire à engager une profonde réflexion sur ses objectifs et sur sa stratégie pour les années prochaines.

... Une question qui se pose aussi au vu du décalage entre les attentes de la société et l'analyse de la direction de l'INRA sur la ferme-usine de mille vaches.

C'est pourtant une vision encore étroite et très décalée par rapport aux attentes de la société que la DG développe sur l'exemple emblématique de la ferme des mille vaches. Interrogé par un journal agricole [LIEN : <http://www.action-agricole-picarde.com/actualites/en-environnement-les-fermes-industrielles-ne-sont-pas-plus-mauvaises:FPKGP3V1.html>], un représentant de la Direction Générale (Direction Scientifique (DS) Agriculture) a suggéré que l'installation de cette ferme pouvait être vue comme un retour de la polyculture-élevage dans les plaines du Bassin parisien ! Si la DS Agriculture voit bien un risque économique à l'affaire (faillite possible selon les évolutions croisées des cours du lait et de l'aliment), elle ne montre guère de réticences sur les volets sociaux (le taylorisme c'est l'efficacité). Elle n'en montre pas davantage sur la méthode d'élevage (les vaches seront très bien traitées...) sans une seule allusion sur les conséquences potentielles en terme de santé, d'emploi de médicaments, et tout simplement de conditions de vie, d'une telle concentration d'animaux hors sol. Elle n'en montre toujours pas sur les risques environnementaux (cette ferme bien gérée ne polluerait pas plus que des élevages extensifs) et sur les coûts énergétiques (mise en avant de la méthanisation sans analyse des subventions dont elle dispose ; pas un mot non plus sur les aliments importés d'Amérique du sud).

Nous espérons qu'un jour, la direction de l'INRA, en accord avec notre mission de service public, analysera les sujets d'actualité en posant les termes du débat de manière plus exhaustive et factuelle afin d'aider les citoyens et les élus à se faire une opinion éclairée.